

RAPPORT SUR LES ARCHIVES CANADIENNES

DOUGLAS BRYMNER, L.D.D., M.R.S.C., ARCHIVISTE.

A l'honorable J. A. OUMET,
Ministre intérimaire de l'Agriculture,
Etc., etc., etc.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous présenter mon rapport sur les archives pour 1895.

Depuis mon dernier rapport, j'ai reçu de Londres de nouvelles copies de documents se rapportant au Haut-Canada et au Bas-Canada, et la transcription des papiers pour ces deux provinces touche à sa fin. La correspondance dans ce département va toujours en augmentant, et on n'épargne aucun effort pour fournir les renseignements demandés sur des points d'intérêt. Les sociétés et les gens d'érudition continuent à nous envoyer des contributions, comme on pourra le voir par la liste des ouvrages présentés.

La liste des documents relatifs à la Nouvelle-Ecosse qui avaient été examinés dans les divers dépôts, à Londres et ailleurs, a été publiée dans le rapport pour 1894. Dans le présent rapport, ce travail est continué; on y trouvera aussi la liste des documents concernant les autres provinces maritimes et la Baie d'Hudson. Dans mon dernier rapport, je fais remarquer que les archives se trouvaient dispersées dans les divers départements d'Etat et les autres endroits de dépôt, et j'indique la méthode que j'avais adoptée pour arranger les transcriptions de manière à les rendre plus facilement accessibles; inutile donc de revenir sur cela. Je crois devoir dire, pour faire disparaître tout malentendu, que les transcriptions des documents catalogués n'ont pas encore été reçues et qu'avis sera régulièrement donné de leur réception.

Suivant la coutume suivie jusqu'ici, j'ai fait un résumé des principaux événements qui se sont déroulés dans l'histoire des différentes provinces; pour avoir de plus amples renseignements sur les faits mentionnés dans ce résumé on devra consulter les archives.

En 1769, il fut décidé, à la demande des propriétaires, d'établir l'île du Prince-Edouard, alors appelée "île de Saint-Jean," sous un gouvernement séparé, mais avant cette époque, en 1763 et 1764, lord Egmont avait proposé de diviser l'île en hundreds, etc., le tout devant être concédé à Sa Seigneurie, qui aurait distribué les terres en commun socage, les tenanciers, cependant, devant être assujétis au service militaire. Cette proposition fut rejetée ainsi qu'une autre faite par l'amiral Knowles et ses associés, qui voulaient aussi que l'île leur fût concédée en entier. Le Bureau du Commerce, à qui le comité du conseil avait renvoyé l'affaire, distribua les terres entre des particuliers, dont une liste presque complète se trouve parmi les documents relatifs à la Nouvelle-Ecosse, à la date du 23 mai 1767. D'autres documents se rattachant à ce sujet se rencontrent dans la même série de documents—juin, juillet et août 1767. Comme c'était à la